



Compte-rendu de la réunion de débrief avec les participants français de la mission de renforcement et de développement de la coopération décentralisée et du fonds de solidarité pour le Liban de CUF
Mardi 19 juillet 2022

Présents :

Valérie Dumontet, Présidente du fonds de solidarité Liban et Vice-Présidente du CD de l'Aude
Mohammed El Ghazili, conseiller municipal à la Ville de Nancy chargé des RI (Asie et Maghreb)
Joséphine Fouquet, DRI de Nancy et Nancy Métropole
Mathieu Guérin, DRI du CD des Yvelines
Magnolia Houllbrèque, chargée de mission à Pays de Savoie solidaires
Thomas Lanvin, chargé de mission Méditerranée à CUF
Aurélie Le Meur, Présidente du groupe-pays Liban et première adjointe au maire de Chambéry
Antoine Le Solleuz, adjoint au maire de Nancy en charge des RI
Mireille Montagne, directrice de Pays de Savoie Solidaires
Jordan Morice, chargé de mission Liban au CD des Yvelines
Virginie Rouquette, Directrice générale de CUF

Retours, remarques post-mission

- L'ensemble des participants à la mission au Liban (26-29 juin 2022) s'accordent sur son utilité, et expriment l'intérêt de la renouveler régulièrement tous les 2-3 ans si davantage de collectivités françaises sont entraînées, impliquées au Liban ou intéressées pour le devenir.
- La mission a réellement permis d'inspirer une belle dynamique qui porte les collectivités territoriales engagées dans le fonds de solidarité, dans le groupe-pays Liban et dans la mission à se coordonner davantage. La mission fait également ressortir la pertinence et l'intérêt d'agir en consortium.
- Les points avec l'Ambassade de France au Liban ont permis aux participants d'avoir une source d'information actualisée. Les rencontres avec des élus libanais permettent d'envisager de nouvelles coopérations.
- Le collectif tient tout de même à rappeler le besoin qu'il y a de faire une distinction claire entre les collectivités libanaises et l'Etat libanais, et que la situation de ce dernier ne doit pas orienter le jugement sur les premières.
- Les CT libanaises sont le dernier rempart de la puissance publique au Liban. Les collectivités territoriales françaises (CTF) impliquées dans la mission tiennent à avertir qu'il y a un risque significatif de captation des compétences des CT et de l'Etat par les ONG et le secteur privé qui peut mettre le pays à terre, phénomène qui a déjà été observé ailleurs. Il faudrait pouvoir accompagner les CT libanaises pour éviter la perte des compétences, et justement les aider à monter en compétence. Le risque actuel du Liban – risque déjà en cours – est celui d'une fuite totale des compétences du public (techniciens de l'Etat et des CT) vers le privé, le parapublic et l'étranger.
- Les ONG sont réellement des acteurs à prendre en compte, non seulement pour leurs compétences mais aussi par les financements qu'elles sont capables de capter ce qui en fait des partenaires de coopération décentralisée importants, comme l'avait expliqué Mathilde Pousse à l'Institut français

de Saïda. Cependant, il ne faut pas qu'elles captent les compétences de l'Etat ou des collectivités territoriales, d'autant plus quand ces compétences peuvent partir à l'étranger.

- Le collectif souligne l'importance, peut-être sous-estimée, de la coopération décentralisée dans le sens où elle permet fondamentalement le renforcement de compétence des collectivités territoriales et celui de la décentralisation en général ; d'où le rôle des CTF au Liban. Les collectivités libanaises ont un grand rôle à jouer sur leurs territoires en tant qu'animateurs territoriaux et coordinateurs des acteurs.
- Le positionnement des Instituts français a paru un peu trouble pour certaines CTF : quelle compétence sur la gestion de projet (notamment projets internationaux), la coopération décentralisée, et les ingénieries liées ? S'appuyer sur les Instituts pour les questions culturelles et éducatives (et notamment la Francophonie) semble une excellente idée, et à ce titre les rencontres furent fructueuses et ne seront pas sans lendemain, mais les positionner comme des sortes d'opérateurs de la coopération décentralisée laisse dubitatif.

Sur le fonds de solidarité

Les actions du fonds de solidarité de CUF sont d'une pertinence incontestable. C'est le fonds de solidarité le plus important de l'histoire de CUF. Les collectivités libanaises sont très demandeuses d'une poursuite des actions. Le fonds sera encore mis en œuvre l'année prochaine (année 2, dernière année du fonds) et sera consacré à la formation professionnelle, à l'entrepreneuriat et à la jeunesse. Des formations seront conjointes à plusieurs municipalités. On note le remplacement de Cynthia (BTVL), embauchée par le fonds de solidarité. Le fonds de solidarité devra être mis à l'avant et valorisé auprès du MEAE, de l'Ambassade et de l'AFD car il donne des exemples précis de ce que la coopération décentralisée peut apporter aux territoires. Il propose une autre voie de relance et de renforcement du Liban, une démarche longue qui prend du temps, qui demande de la délicatesse et se maintient par des actions symboliques comme le fonds en a fait mais il a permis de développer une expertise certaine et un document sera prochainement produit pour détailler ces points.

Perspectives

- Le collectif reconnaît la chance que représente le BTVL pour le Liban. CUF se tient prêt à apporter son expérience au BTVL s'il en voit le besoin, notamment sur la vie d'un réseau de pouvoir locaux et l'animation de ce réseau. CUF peut aussi solliciter l'appui de l'AMF pour aider à la structuration d'une association de maires et pouvoirs locaux si la partie libanaise le demande...
- Face à l'état des collectivités libanaises, force est de constater une évolution importante de la coopération décentralisée avec le Liban. Les collectivités libanaises sont passées à un mode d'action basculant vers l'urgence et les actions à court terme, réponse appropriée des ONG et associations. La coopération décentralisée vise au plus long terme mais peut répondre à des territoires en crise, d'où l'idée de se rapprocher du groupe-thématique Crises de CUF qui rassemble des CTF impliquées dans des territoires en crises et mettant en œuvre des solutions éprouvées.
- Le Groupe-pays Liban pourrait prochainement dresser les lignes d'actions des projets portés par le consortium se dégageant de la mission. Chaque collectivité territoriale française impliquée ou souhaitant l'être pourra se greffer à ce consortium et prendre en charge une partie localisée du projet global. Le projet global s'inscrira dans certaines lignes du fonds de solidarité (qui ne pourra pas connaître de seconde édition) ou dans sa démarche et pourra être multi-thématiques et multi-acteurs.
- Cités Unies France va éditer fin 2022-début 2023 un répertoire des coopérations décentralisées franco-libanaises.